

*Le budget—M. E. Epp*

**M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon):** Monsieur le Président, le Règlement m'accorde 20 minutes pour parler du sujet à l'étude cet après-midi. Je le regrette, car il y aurait tant à dire à propos de ce budget. Mais les Canadiens, et mes électeurs de Thunder Bay-Nipigon, s'attendent certes à ce que nous dénoncions les desseins du gouvernement à leur égard.

Nous ne sommes que 70 députés dans l'opposition, 69 depuis ce matin. J'imagine que tous les Canadiens souhaiteraient une opposition plus nombreuse pour parler honnêtement de la situation dans laquelle nous nous trouvons et pour démontrer à l'évidence que le ministre des Finances (M. Wilson) s'est trompé de cible en évaluant la conjoncture actuelle et en arrêtant de tels impôts et de tels projets de dépenses.

J'ai reçu un appel de l'un de mes électeurs, hier soir à 23 heures. J'étais en train de lire certaines conjectures prébudgétaires dans la presse. Il voulait insister sur sa réaction hostile au budget et à ses propositions fiscales et m'encourager à exprimer très clairement sa réaction et la réaction de beaucoup de gens de Thunder Bay-Nipigon face à ce que prétend faire le gouvernement.

Je l'ai assuré que j'en aurais l'occasion cet après-midi, et, vu le budget que le gouvernement nous a infligé, je suis heureux de pouvoir faire quelques remarques sur ses lacunes.

Je pense que cela vaut la peine de réfléchir quelques instants à notre situation. Le ministre des Finances l'a fait à travers ses œillères. Évidemment, le gouvernement s'est efforcé d'insister sur tous les aspects positifs de 1985. Je pense qu'on peut dire que le gouvernement et les Canadiens ont eu de la chance en 1985. Les taux d'intérêt ont baissé. L'existence d'un nouveau gouvernement a suscité de l'espoir chez beaucoup de gens. Tous ces facteurs, en grande partie d'origine étrangère, ont permis une certaine amélioration de la situation.

Je me souviens d'avoir été stupéfié d'entendre un député conservateur de l'arrière-ban me dire l'an dernier que les prévisions budgétaires du gouvernement étaient liées à l'espoir que le Canada prendrait le chemin de la relance dans le sillage des Américains. Si nous pouvions simplement prendre le sillage de la relance américaine, nous aurions de la chance. En 1985, nous avons eu dans une certaine mesure cette chance, mais rien ne garantit qu'elle va se poursuivre en 1986. Il est fort possible que les taux d'intérêt ne baissent pas. Il est certain que les taux d'intérêt réels, la différence entre le taux d'inflation et les taux d'intérêt courants, sont extrêmement élevés. L'évolution du dollar suscite de vives inquiétudes.

Les interventions du gouvernement, en particulier au niveau des déficits, ont beaucoup contribué à l'incertitude du marché financier. La remarque stupide du premier ministre (M. Mulroney) en septembre dernier, par exemple, quand il a dit que le Canada était en faillite, a été l'une de ces déclarations irresponsables dont nous devons tôt ou tard subir les retombées. Malheureusement, quand c'est le cas, c'est le cas pour tous les Canadiens.

L'incertitude des marchés énergétiques est certainement l'annonce pour 1986 d'une des années les plus périlleuses sur le plan international aussi bien qu'au Canada que nous ayons connues depuis longtemps. Tout cela suscite des doutes sur la prévision par le ministre des Finances d'un taux de croissance de 3.7 p. 100 pour le Canada. Si nous avons de la chance, nous allons avoir une baisse de 0.2 p. 100 du chômage, ce qui, étant donné la croissance de la population active, pourrait signifier que le nombre de chômeurs ne diminuera pas du tout.

Telle est la situation à laquelle nous sommes confrontés en 1986. Que pouvait faire le gouvernement face à cette situation? Quels auraient été les moyens de faire de ce budget une ouverture sur la prospérité et non l'instrument de la poursuite de la dépression des régions reculées de notre pays et de la dépression du sud de l'Ontario où la relance était la plus manifeste en 1985? Que trouve-t-on dans le budget pour assurer à mes commettants de Thunder Bay-Nipigon, qui ont très vite compris que le pays avait désespérément besoin d'une réforme fiscale, qu'ils amélioreraient leur sort, qu'ils vivront mieux et que les ateliers et les magasins de Thunder Bay verront croître leur chiffre d'affaires si le régime fiscal actuel devient plus équitable, moins injuste? Quel espoir pouvons-nous trouver dans le budget qui nous a été présenté hier après-midi?

Je pense qu'il ne nous donne absolument aucun espoir. Un des facteurs d'incertitude pour 1986, c'est le poids croissant des impôts sur les épaules des Canadiens et des familles canadiennes. Cet alourdissement de la charge fiscale est particulièrement attribuable aux hausses très brutales de la taxe de vente que doivent payer tous les Canadiens. Le gouvernement s'est montré à demi compatissant en reconnaissant que la taxe de vente pèse lourdement sur tous les contribuables, quel que soit leur revenu, aussi a-t-il prévu un remboursement d'une partie de la taxe de vente dans cette mesure de crédit d'impôt qui est l'un des deux bons points du budget. L'autre réside dans certaines légères modifications apportées aux dépenses fiscales. Nous voyons de la part du gouvernement un aveu de la gravité des répercussions qu'aura le budget pour les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

● (1530)

Le poids des impôts constitue un problème fondamental qui pèse sur l'économie canadienne. Je voudrais faire observer une chose à ce sujet tout en soulignant que le besoin de recettes du gouvernement, évident pour tout le monde, est le défi auquel le ministre des Finances a décidé de s'attaquer, mais de façon bien mal avisée. Si nous avons besoin de recettes, pourquoi au nom du ciel et de la prospérité canadienne, le ministre des Finances n'a-t-il pas songé à ce vaste éventail de dégrèvements, dont il connaît l'existence, qu'il a essayé d'évaluer, en vain dans biens des cas?

Pourquoi n'est-il pas allé plus loin que la déduction relative aux stocks et le crédit d'impôt à l'investissement, dont l'abolition devrait rapporter 380 millions de dollars tandis que la surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu personnel devrait rapporter à elle seule 560 millions de dollars? On a là une idée de la réaction réticente, timide et presque nulle du ministre des Finances devant l'énorme défi qu'il a à relever et devant l'incroyable injustice du régime fiscal canadien.

On a donc besoin de recettes. Pourquoi les autres dépenses fiscales n'ont-elles pas été prises en considération? Les discussions à leur sujet n'ont pas manqué. Les conjectures de la presse étaient centrées là-dessus. Je pourrais signaler diverses mesures auxquelles d'autres ont fait allusion. Certaines peseraient évidemment sur les particuliers. Un bien plus grand nombre peseraient sur l'activité des sociétés. Comme John Bulloch, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, le reconnaît si bien, il faut changer quelque